

L214 s'attaque à l'entreprise bretonne Ecomiam, qui refuse de céder

Par Jean Gaboriau

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 40 minutes



Daniel Sauvaget, PDG de l'entreprise Ecomiam fustigée par L214. Fred TANNEAU / AFP

«Si un seul village gaulois résiste aux pressions de L214, ce sera Ecomiam» affirme le chef d'entreprise, déterminé.

Une entreprise bretonne de produits surgelés a déploré ce mercredi être la victime d'une «*attaque des adhérents de l'association L214*». Contactée par le Figaro, l'association reproche à Ecomiam de ne pas «*revoir ses engagements sur ses approvisionnements*». «*Nous leur avons demandé d'agir pour relever les standards d'abattage des poulets et pour ne plus s'approvisionner avec des œufs issus d'élevages en cage*» explique l'association. Face à l'inaction de l'entreprise, L214 a ensuite décidé d'avertir le grand public.

Le président-directeur général de l'entreprise, Daniel Sauvaget, indique ainsi avoir reçu près de 1000 mails dans la journée, des appels en nombre et une pléthore d'avis négatifs sur ses réseaux sociaux. «*Nous ne pouvons plus travailler, il faut trier les mails professionnels dans le flot de mails que nous recevons*» déplore Daniel Sauvaget. «*Ils ont des moyens énormes pour nous obliger à céder à leurs injonctions, à devenir docile*» poursuit-il. «*L214 compte sur ce*

harcèlement pour que les entreprises plient, mais je ne céderai pas. Si un seul village gaulois résiste aux pressions de L214, ce sera Ecomiam» confie-t-il, sans masquer sa détermination. Des constats d'huissiers sont aussi en cours pour évaluer la possibilité d'un recours en justice.

L214 nie être à l'origine du harcèlement

L214 se défend toutefois d'être à l'origine de la campagne de harcèlement dénoncée par le chef d'entreprise. *«Nous nous contentons d'informer le public sur les politiques de certaines entreprises»* explique l'association au Figaro. *«Les messages reçus par Ecomiam ne proviennent pas de L214, mais 9 Français sur 10 sont opposés à ces pratiques, il n'est donc pas étonnant qu'ils reçoivent des mails de mécontentement»* poursuit L214.

Daniel Sauvaget estime en quant à lui que les méthodes employées sont douteuses et les reproches injustifiés. *«Nous défendons le bien-être animal et participons à un programme de l'interprofession volaille pour élaborer un cahier des charges et faire progresser la filière»,* explique-t-il. Ecomiam espère ainsi favoriser le changement dans une démarche positive, ou *«chacun se fait confiance»*.

«Nous ne vendons que des produits français, nous affichons nos marges pour assurer la transparence et protéger le revenu des agriculteurs avec qui nous travaillons, nous sommes dans l'action» avance le chef d'entreprise. L'entreprise revendique ainsi un positionnement dans le respect des éleveurs qui favorisera in fine, le bien-être animal plutôt qu'une posture de communication avec des *«promesses d'engagement sur quatre ans qui permettent, à peu de frais, de faire n'importe quoi sur tout le reste»*.

À VOIR AUSSI - Poulets morts, droit du travail bafoué: L214 épingle les conditions de ramassage dans un élevage intensif

Les éleveurs jetés à la vindicte populaire

Ecomiam s'interroge aussi sur l'honnêteté de L214. *«On nous reproche de nous approvisionner en œufs issus de l'élevage en cage mais nous ne vendons aucun œuf, nous ne faisons que du surgelé. Il y'a en a forcément dans nos préparations mais c'est à la marge, je ne sais pas d'où ils tiennent ça»,* poursuit-il. Enfin, pour lui, il est dangereux de jeter à la vindicte populaire tel ou tel type d'élevage : *«L'élevage au sol n'est pas tellement mieux que l'élevage en cage : les poules qui piétinent sous la pluie, on est loin des plages de Saint-Tropez»,* s'agace-t-il.

Par ailleurs, certains éleveurs n'ont pas le choix et doivent privilégier des élevages intérieurs pour protéger leurs volailles de l'environnement extérieur, comme c'est le cas par exemple lors des épidémies de grippe aviaire qui aboutissent sur le confinement des animaux, explique-t-il, prônant ainsi l'accompagnement et la protection des éleveurs *«qui ne méritent pas la vindicte populaire»* et sont déjà exposés à la détresse psychologique.